

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 569 - 22 Octobre 1992 - Prix 2,50 F

SOMMAIRE

• SOUSCRIPTION	2	• CHATEAUBRIANT	4-5
• SEMT		• BUDGET REGIONAL	7
• LA FETE DE NANTES	3	• LES PALUDIERS	
• L'ACCUEIL EN MATERNELLE		NOUS POURSUIVRONS L'INTERVIEW DE GASTON JACQUET DANS NOS PROCHAIN NUMEROS.	
• MISE AU POINT			

LES COMMUNISTES AU SERVICE DES GENS POUR RECHERCHER ENSEMBLE UNE ISSUE NEUVE

Un mois après le Referendum, et les déclarations d'intention sur : « il faut écouter le message des urnes », provoquées par l'amplitude du score du NON, comment les forces politiques tirent-elles dans les actes les enseignements de ce scrutin ?

- à droite, non contents de voir leur propre politique conduite par le gouvernement en place, ses dirigeants font de la surenchère, comme si aggraver les causes dont se nourrit la crise, pouvait permettre d'en sortir.

- côté socialiste, le désaveu du 20 septembre résonne dans des oreilles de bois. On a rappelé SOISSON, pêcheur en eau trouble (élu dans sa région avec l'aide du Front National), chargé de rallier une partie de la droite.

Bérégovoy conserve le cap et appelle à s'unir tous « partisans d'une politique économique socialiste » et de « désinflation compétitive » : (avec comme résultat 96 800 salariés en moins en un an). C'est cette politique-là qui donne du grain à moudre à la droite, impatiente de revenir au pouvoir.

Toutes ces pratiques tournent le dos au message des urnes. L'avenir appartient aux démarches inverses. C'est notre peuple qui, seul, peut - et commence à vouloir - définir et imposer les réponses aux questions qui lui sont posées.

Tous les partis sont désormais au pied du mur : celui de la transparence, du débat ouvert, des luttes rassembleuses, de l'identité des paroles et des actes.

Au moment où des millions de français manifestent leur mépris pour toute démarche politique séparée de leurs problèmes, les communistes n'ont d'autre souci que d'y répondre en organisant un grand débat national à travers tout le pays.

Permettre à chacun, quels que soient ses opinions et le regard qu'il porte sur le Parti Communiste, de réfléchir sur un pied d'égalité à la recherche d'une issue neuve.

Peut-on s'en sortir ? avec qui ? en un mot la PERSPECTIVE question clé qui imbibe la conscience des gens et nous interpelle.

Pour les communistes, nous ne sommes pas condamnés à la fausse alternative : ou se soumettre à la politique actuelle, ou se résigner au retour de la droite en mars prochain.

D'une part, l'argent existe pour relancer l'économie, l'emploi, la formation, la justice sociale.

D'autre part, le peuple possède en lui la capacité d'infléchir la politique patronale et gouvernementale.

Dans le cadre de la préparation de la Fête de NANTES, les communistes, en proposant la vignette de la fête, iront à la rencontre de centaines et de centaines de personnes, engageant ainsi le dialogue dans une multitude de mini-débats.

Dans cet esprit de rencontres avec d'autres gens, les débats organisés par le Parti Communiste visent à favoriser l'échange d'idées et la compréhension mutuelle entre gens de progrès.

Sachant qu'il n'y aura pas de projet politique nouveau reflétant les aspirations de notre peuple dans sa diversité, qui ne soit le fait de ces confrontations d'idées, de ses débats pluralistes, de la créativité, les communistes multiplient les rencontres et le dialogue.

Michel GOUTY
membre du Bureau Fédéral du PCF

CHATEAUBRIANT HOMMAGE AUX MARTYRS POUR LE TEMPS PRÉSENT

(voir pages 4 et 5)



LES DÉBATS EN LOIRE-ATLANTIQUE

- **Vendredi 6 novembre** : 20 heures - REZÉ salle Jean Jaurès
organisé par les sections de St-Sébastien, Vertou et Rezé-Bouguenais, La Montagne
avec Gilles BONTEMPS membre du Comité Central
- **Mardi 10 novembre** : 20 heures - Couéron (La Chabossière)
organisé par les sections de Basse-Loire et St-Herblain/Gesvres et Cens
avec Gilles BONTEMPS membre du Comité Central
- **Mercredi 18 novembre** : 20 heures - Saint-Nazaire, Maison du Peuple
organisé par les sections de St-Nazaire/La Presqu'île Guérandaise, le Pays de Retz
avec Patrick LEHYARIC membre du Comité Central
- **Mercredi 25 novembre** : 20 heures - Trignac
organisé par la section de La Brière et la cellule de Savenay
avec Alain BOCQUET membre du Bureau Politique, Député du Nord.
- **Jeudi 3 décembre** : 20 h 30 - Nantes
organisé par les sections de Nantes et du Val de Loire
avec Jackie HOFFMANN membre du Bureau Politique
- **Vendredi 4 décembre** : Châteaubriant
organisé par les sections de Châteaubriant et des 3 Rivières.
avec Gilles BONTEMPS membre du Comité Central.

ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE DES ÉLUS
COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS
LE 12 NOVEMBRE A 18 HEURES, Salle Georges BRASSENS à St-JOACHIM

SOUSCRIPTION APPEL AUX LECTEURS DES « NOUVELLES »

Après les élections régionales et cantonales, après le référendum et les élections sénatoriales, tout montre qu'il existe de larges possibilités de rassemblement pour imposer d'autres choix politiques. Le Parti Communiste Français a engagé toutes ses forces dans cette bataille et par conséquent les moyens financiers y correspondant. Alors que nous entrons dans une nouvelle phase de l'activité communiste avec la tenue des débats avec les gens sur les perspectives politiques et les futures élections électorales, il importe de donner à notre souscription nationale un nouveau développement. La Fédération du P.C.F. de Loire-Atlantique appelle toutes celles et ceux qui soutiennent les communistes dans leur activité à apporter leur contribution en versant et en faisant verser à la souscription.

LA FÉDÉRATION DU P.C.F. SOLLICITE DONS OU PRÊTS

Dans la perspective du développement de l'activité politique de notre Parti avec la tenue des débats et la préparation des élections législatives, la Fédération de Loire-Atlantique attire l'attention des communistes, des amis et sympathisants du P.C.F. sur la nécessité de ne pas hypothéquer ces batailles en couvrant les frais résultant des élections régionales et cantonales. Sur 560.000 F de factures d'imprimerie après un effort conséquent des organisations de notre Parti, il reste 210.000 F à verser. Des dispositions ont été prises au niveau de la Fédération et des Sections pour couvrir cette somme sur 10 mois. Aussi nous sollicitons de toutes les personnes, amis et camarades souhaitant nous aider, à faire des dons ou des prêts à notre Parti (sans intérêt) contre garantie de remboursement sur 10 mois de toutes sommes : 5.000, 10.000, 20.000 F ou plus... D'avance que ces personnes en soient remerciées.

SEMI - PIELSTICK EMPECHER DE NOUVELLES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

La Société SEMT-PIELSTICK, après la fermeture de l'atelier de Montoir (1500 personnes), comprend aujourd'hui 3 sites : Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) 254 personnes ; Jouet-sur-Aubois (Cher) 69 personnes ; Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) 698 personnes.

La direction de la SEMT voudrait ramener les effectifs de 1 021 à 940 pour la fin de l'année 1993. Soit une réduction 8 % sur 1991. Ils seraient, ainsi, en baisse de 31% sur 1988.

Rappelons qu'en 1975, sur Saint-Nazaire et Montoir, il y avait 3 000 salariés.

A chaque « dégraissage » cela devait aller mieux, selon la direction.

Mais la stratégie industrielle de l'entreprise a consisté à la vente de ses licences, au monde entier et à sous-traiter au Japon, en Italie, en Belgique, en Allemagne, en Hollande... au détriment de la production et de l'emploi en France.

Aujourd'hui que les groupes allemands (MAN-BW et MTU) ont pris possession de la SEMT, la politique industrielle de la SEMT se conçoit hors de France.

MAN décroche des contrats sur le dos de la SEMT, bien que ses frais généraux soient eux plus élevés.



Alors que des discussions sont engagées entre les chantiers de l'Atlantique et l'armateur de la série des paquebots construits à Saint-Nazaire, pour une autre commande éventuelle, c'est, dit-on, MAN qui imposerait ses propres moteurs, alors que les PC20 SEMT-PIELSTICK ont équipé les précédents paquebots donnant entière satisfaction à l'armateur.

Ainsi, ce sont des parts de marchés qui sont détournées sur l'Allemagne, donc aussi des emplois de la SEMT, elle-même, et des entreprises de sous-traitance.

Le « projet » industriel, si on peut l'appeler comme ça, consiste donc à améliorer le résultat de l'entreprise sans augmentation du chiffre d'affaires mais en abaissant la masse salariale (les emplois) et en affaiblissant le secteur

recherche et étude, notamment.

MAN reste le maître à bord, et de cette manière pourra imposer facilement ces modèles et utiliser la SEMT comme base de conquête pour ses propres marchés. Cette dernière devenant plus ou moins sous-traitante de MAN.

Dans ce processus, il y a une dimension politique de grande importance. Le gouvernement et le ministère de l'industrie sont directement concernés. Ils connaissent la situation.

Les élus communistes nazairiens sont intervenus. Le maire communiste de Montoir, Hubert BOUYER, vient de prendre l'initiative d'un débat avec les maires et les syndicats, afin de mettre en échec cette nouvelle tentative d'affaiblissement de l'industrie et de l'emploi dans la région.

SOUSCRIPTION NATIONALE PCF

*Je
Verse*

Nom : Prénom :

Adresse :

Somme Versée :

à l'ordre de Gilles Bontemps
CCP N° 4400-47 W NANTES - 41, rue des Olivettes
44000 NANTES

POINT DE VUE : LA CLASSE OUVRIERE

« Quand à 35 ans on est technicien au chômage, qu'on cherche donc très activement du travail pour sa compagne et soi-même, on n'a guère le temps de fréquenter les colloques.

Pourtant, je salue celui qui s'est tenu à l'Université de Nantes, sous l'égide du laboratoire de sociologie LERSCO, et qui fut consacré à la classe ouvrière.

Les conclusions partielles, telles qu'elles ont paru dans la presse locale, développent ce que le Parti Communiste dit : la classe ouvrière change mais demeure dans la société moderne.

Les exposés de MM. BAU-DELOT et VERRE à cette occasion ont été particulièrement éclairants.

Non seulement la classe ouvrière se diversifie, et prouve sa capacité à se mesurer avec les modes de production les plus sophistiqués mais elle a devant elle à se retrouver dans des formes d'unité, face aux patrons qui eux sont tout aussi individualistes que quiconque, mais savent très bien se coaliser.

Camarades, les patrons sont ceux qui ne tombent jamais des échafaudages, n'ont pas la colonne vertébrale usée par les fardeaux, ont des enfants à qui on trouve toujours du boulot, quelles que soient les études qu'ils aient faites ou pas faites ; les patrons meurent plus vieux que leurs salariés, etc. Rien que cela peut servir, négativement à définir la classe ouvrière.

Pour croire que 30 % de la population active, et surtout la force la plus vive de la collectivité, aurait dû s'éliminer mécaniquement, il fallait par-

tager la connerie néo-libérale de Libé ou du Monde.

Que la classe ouvrière ait des alliés naturels, la masse des employés 28 % de la population active, est là pour le rappeler ; il reste aux uns comme aux autres à prendre bien conscience de l'urgence de l'enjeu.

Joël Moisan

NECROLOGIE

Notre camarade Marc BERNARDEAU, membre du secrétariat du Pays de Retz, vient d'avoir la douleur du perdre sa mère.

En ces pénibles circonstances, les communistes du Pays de Retz, la Fédération, lui adressent ainsi qu'à sa famille, leurs condoléances et lui témoignent toute leur affection.

Le père de notre camarade Léone TESSIER, Gabriel ARSONNAUD, fidèle lecteur de notre journal, est décédé à l'âge de 82 ans. Les communistes de Pornichet et la rédaction des « Nouvelles » assurent Léone et sa famille de toute leur amitié et leur adressent leurs sincères condoléances.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE
PUBLICITE »
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 Nantes
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAudeau
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITÉ : Tél. 40.48.56.36
RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28
TÉLÉCOPIE : 40.48.65.76

Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P. 406
85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

FÊTE DE NANTES

LA BEAUJOIRE



LA 21 et 22 NOVEMBRE 1992



LA FORCE DES IDEES NEUVES

POUR SE RASSEMBLER

ET AGIR

21 ET 22 NOVEMBRE - RENDEZ-VOUS A LA FÊTE DE NANTES

La section de Nantes du Parti Communiste Français organise sa fête annuelle les samedi 21 et dimanche 22 novembre au niveau « rivière » du Grand Palais du Parc des Expositions de la Beaujoire.

Sur les deux jours, vous pouvez vous détendre, vous amuser dans les nombreux stands tenus par les différentes cellules des sections de l'agglomération nantaise.

Des expositions sur le bicentenaire de la République, Aragon-Elsa Triolet et une sur Nantes seront à votre disposition.

Au niveau du sport des démonstrations et initiatives vous seront offertes en particulier : Tir à l'arc, Ping-pong, Boxe française ou anglaise...

Un espace enfance accueillera vos enfants où ils pourront jouer sur des structures gonflables, suivre des projections vidéo et aussi se maquiller.

Pendant les deux jours, vous pourrez suivre les spectacles du groupe BOUDICON PRODUCTION : rap toulousain - de Système D : Meagge et rock - de TNT : chorégraphie de rap et jaz et chants - d'Alain Le Prest : compositeur et chanteur.

C'est Jean-Paul MAGNON, secrétaire du Comité Central du Parti Communiste Français, qui assurera le meeting du dimanche.

Venez nombreux à la Fête de Nantes les 21/22 novembre et réclamez votre vignette à un communiste de votre connaissance.

1^{er} Tirage de la vignette de la Fête de Nantes

N° 2409 : 1 baladeur
N° 3597 : 1 calculatrice
N° 4409 : 1 casque baladeur
N° 3581 : 1 calculatrice
N° 5215 : 1 calculatrice
N° 0098 : 1 calculatrice
N° 4113 : 1 calculatrice
N° 5953 : 1 calculatrice

Nous vous rappelons que le prochain tirage aura lieu le 28 octobre. Si vous n'avez pas encore votre vignette, réclamez-la à un communiste de votre connaissance ou adressez-vous à la Section de Nantes, 22, rue des Hauts Pavés, 44000 NANTES. Tél 40.35.69.43. Tous les jours ouvrables de 14 heures à 18 heures.

L'ACCUEIL DU SOIR EN MATERNELLE DOIT REDEVENIR GRATUIT A NANTES

La mairie de Nantes a décidé avant les vacances de facturer aux familles l'accueil du soir en maternelle. Seuls les élus communistes se sont opposés à cette décision. Dans les quartiers les cellules locales du PCF ont appelé les gens à se mobiliser.

A l'initiative de conseils locaux FCPE, de cellules de quartiers, des pétitions contre le paiement de cet accueil ont été proposées aux familles. Partout elles sont massivement signées et sont l'occasion pour les parents de dire leur indignation devant cette mesure prise à la sauvette avant l'été.

L'accueil du soir se faisait gratuitement à Nantes depuis 30 ans. Certains parents inquiets ont interrogé les services municipaux. Il leur a été répondu que l'existence d'un contrat CAF (caisse d'allocations familiales) aurait contraint la municipalité à prendre cette décision. Il faut noter que cet argument n'a pas été avancé au Conseil Municipal de juin. Si ce contrat existe comment expliquer que ni les élus ni les citoyens présents au Conseil n'aient été informés ?

S'agit-il pour certains de dédouaner à bon compte la municipalité. Si un contrat CAF existait, faudrait-il qu'il soit à ce point inavouable ? Il est vrai que pour tous, la CAF a pour mission d'aider les familles. Avec ce contrat, il s'agirait pour la CAF de subventionner la municipalité (20 millions) à la seule condition que la ville s'engage à faire payer les familles (ce qui se fait déjà au niveau des crèches).

Mais quelles sont les raisons officiellement avancées pour justifier ce paiement ?

Cette mesure devrait permettre une amélioration globale de la prestation. En réalité des restrictions de personnel pourraient être décidées si le nombre d'enfants pris en charge diminue significativement (actuellement 1/3 d'enfants au

moins en maternelle mais aussi en primaire).

Cette mesure permettrait la mise en conformité avec la politique de l'agglomération. Pour faire comme leurs voisins, les Nantais devraient abandonner cet acquis. C'est encore une fois, le nivellement par le bas. Une véritable politique d'agglomération, conforme aux intérêts des gens, devrait au contraire amener les autres communes à s'aligner sur Nantes. (Dans l'agglomération, toutes les écoles n'ont pas d'accueil du soir. Il en existe parfois, géré par des associations et facturé aux familles 5 F la demi-heure).

Il s'agirait d'éviter un assistantat systématique, de responsabiliser les familles en les faisant payer. Les Nantais apprécieront la haute estime dans laquelle les tiennent certains de leurs élus !

L'argumentation est affligeante. Il s'agit en réalité de l'application au niveau municipal d'une politique nationale décidée dans le cadre européen, politique qui vise à faire payer aux familles la prise en charge éducative des jeunes enfants.

L'école primaire serait épargnée car contrairement à la maternelle l'étude y a un rôle pédagogique. Dans les faits, l'accueil en maternelle remplit un rôle éducatif et évite à bien

des enfants d'être livrés à eux-mêmes dès 16 h 30.

La mobilisation des parents et

des enseignants peut faire reculer la municipalité. L'accueil du soir peut redevenir partie inté-

grante de la maternelle, seule structure d'éducation (et non de garde) de tous les enfants.

L'ACCUEIL DU SOIR (suite)

- UNE NOUVELLE FOIS, « OUEST-FRANCE » FALSIFIE LES POSITIONS ET LES ACTES DU PARTI-COMMUNISTE FRANÇAIS
- INTERVENTION DE MICHEL RICA

Monsieur le Rédacteur en Chef, Nous venons de prendre connaissance de la façon inacceptable dont votre journal rend compte des prises de position de la section de NANTES du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS s'agissant de l'étude payante en maternelle.

Votre édition du 15 octobre titre : « accueil du soir en maternelle, le P.C. en guerre contre le maire ». Cette information n'a rien de commun avec la réalité, ni avec les intentions du Parti Communiste Français. Les choses sont beaucoup plus simples et précises que cela.

Une question est posée : il s'agit d'une décision du Conseil Municipal à laquelle se sont opposés les élus communistes avant les congés, de rendre payante l'étude du soir en maternelle. Cette décision a conduit de nombreux comités locaux de parents d'élèves à réagir pour s'y opposer. Elle a conduit, dans un certain nombre d'endroits de la ville, des enseignants et des personnels municipaux, à faire de même. Dans certains cas, des cellules du P.C.F. se sont fait porteuses des réactions de nombreux parents ne pouvant plus, du fait de cette décision, laisser leurs enfants à l'étude.

A notre avis, pas plus que la section de NANTES du Parti Communiste, les parents, les enseignants ou les personnels qui refusent cette mesure, n'entrent en guerre contre le Maire. Ils demandent seulement, avec des arguments et des éléments précis, le retour à une situation normale, c'est-à-dire le retour à la gratuité de l'enseignement dès la maternelle.

S'agissant du Parti Communiste, et contrairement à ce que vous écrivez, ce n'est pas la première fois depuis 1989 que sur des questions posées, touchant à la vie des gens, il a participé et contribué à ce que ceux-ci se fassent entendre. Ce fut le cas sur les questions du logement, ce fut le cas sur la SEMITAN, la mise en place du DISTRICT et la levée d'impôts nouveaux, ce fut aussi le cas pour le maintien ou la création de postes dans les classes de maternelles, primaires, etc... Ce fut le cas s'agissant des cantines scolaires, etc...

Nous ne voyons donc, à travers l'idée que vous nous faites porter dans le titre, que malveillance à la fois à l'égard du Parti Communiste Français, mais aussi à l'égard des nantais qui souhaitent se faire entendre sur cette question.

La démocratie, c'est la prise en compte par les gens, des problèmes qui leur sont posés. C'est la possibilité d'expression d'avis différents, et c'est celle de se faire entendre sur les préoccupations qui sont les leurs.

D'ailleurs, rien dans les extraits du tract que vous citez, ne vous permet d'affirmer un tel titre, pas plus que les commentaires de conclusion que vous en tirez.

Les élus communistes agissent au sein de la municipalité, dans le cadre de l'accord national de 1989 entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste, régissant les orientations municipales et prévoyant que chacun peut avoir sur des questions particulières, des avis différents. Les communistes sont respectueux des engagements qu'ils prennent. Ils les mettent en œuvre au quotidien. C'est cela qui a été ratifié par les électeurs, et les élus communistes entendent le faire jusqu'au bout.

Nous vous demandons de rendre publique notre réaction.

Dans cette attente, recevez, Monsieur le Rédacteur en Chef, nos salutations distinguées.

Michel RICA
Secrétaire de la Section de NANTES du P.C.F.

LE 18 OCTOBRE A CHATEAUBRIANT

PIERRE ZARKA DANS LA CARRIERE DES FUSILLES :

LE
EN



Pierre ZARKA, secrétaire du Comité Central du PCF, Directeur-Adjoint de l'Humanité, a déclaré :

Leur mort a fortifié leur combat

« Les journées des 22 et 24 octobre 1941 sont à jamais gravées comme des heures décisives dans l'histoire de la Résistance, dans celle de notre peuple. Elles font partie intégrante de la réalité profonde de notre nation.

Un officier allemand ayant été abattu à Nantes le 20 octobre, les nazis, avec le concours des collaborateurs du ministère de l'intérieur, dirigé par le sinistre Pucheu, décident de frapper un grand coup ; un coup qu'ils veulent décisif pour écraser le peuple français.

27 otages sont choisis parmi les 400 patriotes du champ de Choisel ; ils seront fusillés le 22 octobre à Châteaubriant. Le même jour d'autres patriotes seront fusillés à Nantes et au Mont Valérien ; 50 autres le seront à Souges, près de Bordeaux, le surlendemain...

En assassinant sauvagement une centaine de détenus les nazis, conscients du terrible danger que constituait pour eux l'activité de ces patriotes, voulaient éliminer du sol de France toute volonté de résistance, toute capacité populaire à se mettre en travers de l'exécution de leur projet.

En refusant de plier et de se renier, en allant jusqu'au bout de leur engagement, en donnant leur vie pour la cause du peuple et de la nation, ces patriotes ont permis, à ce moment là, que la Résistance acquiert alors, aux yeux de milliers d'hommes et de femmes une dimension nouvelle : celle du possible. Leur mort a, contrairement à ce qu'avaient prévu leurs bourreaux, fortifié leur combat. A travers mille difficultés surmontées, cette



force ne cessera de se développer, de s'élargir, elle apportera une contribution déterminante à la victoire...

Faire connaître la vérité

Aujourd'hui, 51 ans plus tard, les générations qui n'ont pas vécu directement ces événements sont les plus nombreuses. Elles ont besoin de la mémoire des acteurs et des témoins de ces temps, tant il est vrai qu'un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir.

A cet égard, comment ne pas évoquer Fernand Grenier, mort en août dernier. Combattant de la première heure, lui-même emprisonné, puis évadé, personnalité marquante de la Résistance tout au long de laquelle il joua un rôle éminent, Fernand incarnait parfaitement ce qu'est la démarche des communistes à l'égard de ces événements. C'était un homme à la mémoire dynamique. Je l'ai souvent entendu, à Saint-Denis où je l'ai bien connu, évoquer le combat de la Résistance ainsi que le res-

pect et l'amitié qu'il nourrissait pour toutes ses composantes : syndicalistes, gaullistes, chrétiennes, homme de progrès. Il le faisait toujours avec le souci de faire connaître les faits, de rétablir les vérités contre les déformations involontaires ou malveillantes. Mais il le faisait surtout en éclairant cette histoire à la lumière des réalités contemporaines.



Au cours du défilé, on reconnaît Nilès, le Révérend père Chautagnat

Les cérémonies du souvenir ont débuté le dimanche matin par l'hommage rendu aux neuf fusillés, le 15 décembre 1941, près de l'étang de la Blissière. Les nazis voulant cacher leur crime les ont exécutés dans la forêt, à une vingtaine de kilomètres de Châteaubriant.

C'est Henri GROTTI membre de la direction de l'Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé qui fit leur éloge, là même où ils sont tombés.

La ville de Châteaubriant recevait ensuite les personnalités, les familles, les associations. Au nom de Madame BURON, Maire de Châteaubriant, Monsieur PRIMAULT, premier adjoint, rendit hommage à notre regretté Fernand GRENIER. Il a annoncé une initiative prochaine du Conseil municipal destinée à perpétuer la mémoire de Fernand GRENIER, « profondément regretté des Castebriantais », devait-il ajouter.

L'après-midi, avant de passer la parole aux intervenants dans la carrière des fusillés, Maurice Nilès, rendit hommage, à son tour, à Fernand Grenier. Il devait déclarer aussi « nous pensions, comme chaque année, pouvoir compter sur la présence de l'armée française pour rendre hommage à nos 27 fusillés et, à travers leur souvenir, à l'ensemble de la Résistance (...). L'armée, aujourd'hui, est absente. Nous le regrettons sincèrement.

Au nom de la FNDIRP, le révérend père Chautagnat associa en un même souvenir

les victimes des pelotons nazis, des personnes « guillotines » dans les cours des prisons vichystes, tous ceux qui disparurent dans les camps et les hommes tombés dans les combats contre les hordes hitlériennes. « Le souvenir des victimes est d'autant plus nécessaire que les nostalgiques de ceux qui collaborèrent avec les fusilliers relèvent la tête », a-t-il souligné avant de poursuivre : « les actions engagées contre Touvier, Papon et Bousquet doivent être menées jusqu'à leur terme » car « le pardon suppose la reconnaissance du crime ».



COMBAT DES MARTYRS DE CHATEAUBRIANT, COMME CELUI DE LEURS COMPAGNONS EST D'UNE ACTUALITE PROFONDE CONSERVANT ET EN DIFFUSANT LEUR MEMOIRE NOUS FORTIFIONS NOS COMBATS D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN



Nous ne pensons pas qu'une Europe conduite par la haute finance sous la domination de la Bundesbank constitue une bonne chose pour notre continent et ceux qui y vivent. Voilà pourquoi nous œuvrons pour la construction des rassemblements les plus larges afin de sauvegarder les possibilités d'une Europe des peuples. Il n'y a bien évidemment dans ce jugement aucun sentiment anti-allemand. Nous sommes profondément solidaires de tout ceux qui en Allemagne souffrent et luttent : qu'il s'agisse des sidérurgistes, que l'ensemble du patronat d'Europe a combattu ou des populations de l'ex RDA qui paient les frais d'une absorption à marche forcée...

Indépendance nationale, justice et démocratie

Depuis bien avant Châteaubriant et jusqu'à nos jours, s'est souvent posée au peuple de France : celle des liens qui existent entre indépendance nationale, justice, démocratie.

En fait, dans notre pays, et cela depuis la Révolution française, cette question de la nation ne s'est jamais posée indépendamment de celles de la justice sociale et de la démocratie.

En effet, depuis cette époque, l'affirmation de l'identité nationale s'est toujours construite dans le cadre du développement de conquêtes sociales et démocratiques

n'est libre que dans la mesure où elle n'est dominée par aucune autre et où elle n'en domine aucune autre. Et que cette liberté constitue le moyen de garantir la paix. Comme ils savaient aussi que dans les heures graves, la volonté d'union, de rassemblement, de respect de l'identité de chacun, est décisive.

Sur le fond notre démarche est la même aujourd'hui.

La nation

Aux pires moments, ces hommes trouvèrent en eux la force de ne pas perdre pied, de ne pas sombrer dans un nationalisme étroit. En témoigne l'admirable attitude de Jean-Pierre Timbaud, mort sous les balles, en criant « Vive le Parti communiste allemand »...

Ils savaient qu'une nation



parce que l'intervention populaire a toujours traversé l'affirmation de sa personnalité. Ainsi, les soldats de l'An II étaient-ils des révolutionnaires ou des patriotes ? Il est impossible de dissocier les deux. C'est vrai de ceux de Châteaubriant pour lesquels justice sociale et nation allaient de paire c'est vrai encore du combat que nous menons aujourd'hui. Si nous voulons toujours plus de démocratie, cela implique que la France ne perde pas sa souveraineté. Au contraire, les tentatives de régressions sociales et nationales se sont toujours combinées avec une volonté de recul démocratique...

Aujourd'hui comme hier, aujourd'hui plus encore qu'hier, le rôle de l'homme,

son engagement constituent la clé du développement de l'humanité. Voilà pourquoi le combat des martyrs de Châteaubriant, comme celui de leurs compagnons, est d'une actualité profonde, d'une grande modernité. En conservant et en diffusant leur mémoire, nous fortifions nos combats d'aujourd'hui et de demain ».

Les sous-titres sont de la rédaction des « Nouvelles ».

Au moment de la parution de notre journal, des gerbes sont déposées, jeudi 22 octobre à 17 h 30, au cours d'une cérémonie au monument des 50 otages, à Nantes, à la mémoire des Fusillés du 22 octobre 1941, de Nantes, Châteaubriant, Mont-Valérien.

DE NOMBREUSES PERSONNALITÉS

Parmi les personnalités on pouvait remarquer : Maurice Nilès, président délégué de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé ; le révérend père Chautagnat, membre de la présidence nationale de la FNDIRP ; Pierre Zarka ; Alain Primault, premier adjoint de Mme Buron, maire de Châteaubriant ; Madeleine Vincent, membre du Bureau Politique du PCF ; Jeanine Marest, secrétaire de la CGT ; Robert Fregossy, représentant le président du conseil général de Seine-Saint-Denis ; Maurice Piconnier, président du Comité du souvenir des héros de Nantes et de Châteaubriant ; Guy Ducoloné, ancien vice-président de l'Assemblée nationale et président de l'Amicale du camp de Buchenwald.

Des membres du Comité

Central : Gilles Bontemps, secrétaire fédéral de Loire-Atlantique ; Bernard Violain, secrétaire fédéral de Vendée ; Jacques Ledigabel.

Jean-Paul Plassard, secrétaire fédéral du Maine-et-Loire.

Germaine Hénaff, épouse d'Eugène Hénaff ; Andréa Grenier, épouse de Fernand Grenier ; Jacqueline Timbaud, fille de Jean-Pierre Timbaud.

Des élus : Marc Justy, président de l'ADECER ; Jean-Louis Lecorre, Claude Constant, Jean-René Teillant, Maurice Rocher, Joël Busson et de nombreux autres.

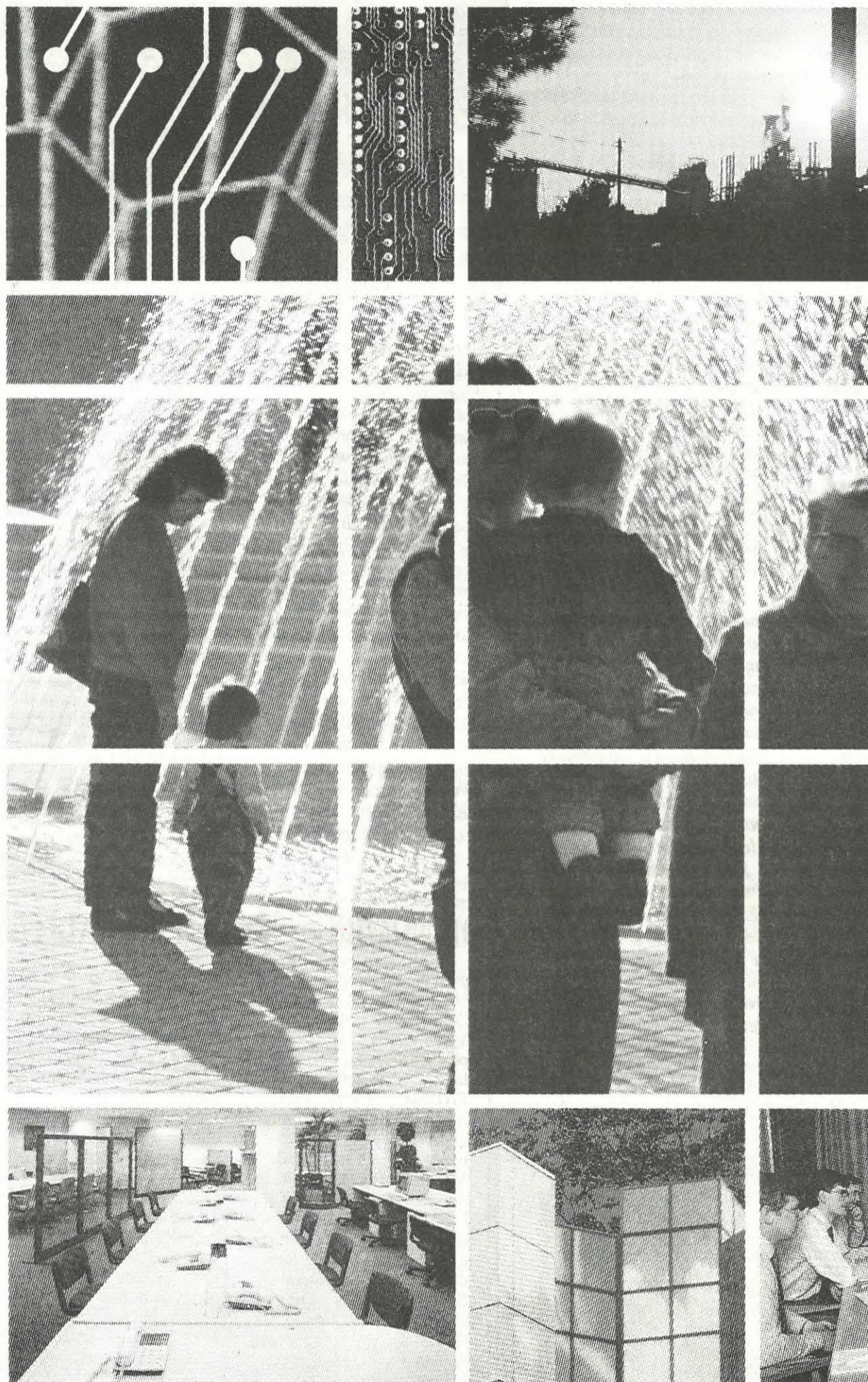
De nombreux responsables de la CGT dont Guy Texier secrétaire régional, Serge Doussin secrétaire départemental.

Des représentants de la jeunesse communiste.



De gauche à droite, au premier rang : Gilles Bontemps, Pierre Zarka, Madeleine Vincent, Maurice Piconnier, Alain Primault.

**– Parce que la vie collective suscite
sans cesse des besoins nouveaux.**



Tous les secteurs de la vie collective sont en mutation. Les évolutions sociologiques et l'apparition constante de nouvelles données technologiques qui les accompagnent conduisent les collectivités à formuler des choix stratégiques et à évaluer leurs nouveaux besoins.

Pour répondre à ces enjeux, le Groupe GIFCO met à la disposition des collectivités ses compétences et ses moyens.

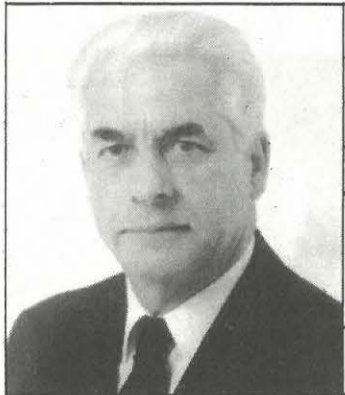
Présent au cœur de toutes les régions, le Groupe GIFCO répond aux besoins des collectivités.

DES RÉPONSES POUR LES COLLECTIVITÉS

 **groupe gifco**

LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL RÉGIONAL VIENT DE REJETER L'AUGMENTATION DES IMPÔTS ET LES ORIENTATIONS DU BUDGET DE LA RÉGION

QUESTIONS A GUY TEXIER
MEMBRE DE CET ORGANISME



Guy TEXIER

Guy, le Conseil Économique et Social Régional vient de rejeter le budget de la Région, qu'en penses-tu ?

Il faut se rappeler que la pression fiscale directe, c'est-à-dire les impôts, la cote mobilière, a augmenté de 472 % de 1983 à 1992. C'est énorme et cela représente aujourd'hui 300 F par habitant et par an.

Le budget 1993, soumis à l'avis du C.E.S.R., faisait à nouveau apparaître une augmentation de 15 % alors que les salaires n'auront augmenté en 1992 que de 3 % et que le chômage, qui frappe plus de 210.000 personnes dans la Région, a pro-

gressé de 8 % en un an. C'était inacceptable.

La presque totalité de l'assemblée (84 personnes) l'a rejeté, mais sur quelle base ?

Le groupe C.G.T. au C.E.S.R. - 8 représentants - a dénoncé depuis plus de 10 ans la casse industrielle de la Région avec les répercussions sur les emplois, mais aussi sur la valeur ajoutée de la Région qui constitue sa richesse et les orientations du Budget se situent parfaitement dans les orientations du budget 93 de l'Etat, c'est-à-dire : pression fiscale, austérité, investissements non productifs au bénéfice de la financiarisation de l'économie, donc aggravation du chômage et du mal vivre des ménages.

C'est donc sur la base du refus de cette situation, du refus de l'augmentation des impôts.

Qu'entends-tu par financiarisation de l'économie ?

Plusieurs exemples suffisent à comprendre cette situation :

- Le Chiffre d'Affaires de RENAULT LE MANS vient de passer en-dessous de la barre des 5 milliards.

- En quelques années, le Chiffre d'Affaires des MUTUELLES DU MANS est passé de 11 à 18 milliards.

- Absence d'investissement productif de RENAULT, perte

d'emploi, de valeur ajoutée, augmentation du chômage et plus d'impôts pour les budgets des collectivités territoriales.

- Mais autre exemple : refus de prendre des commandes dans la Construction Navale. Là aussi moins de Valeur Ajoutée, plus de chômage et plus d'impôts (pour un indice 100, la Valeur Ajoutée de la Construction Navale est de 124, donc Construction Navale = forte Valeur Ajoutée).

Alors, que va-t-il se passer ?

GUICHARD et son Conseil Régional de droite et social démocrate peuvent ne pas tenir compte de l'avis négatif du C.E.S.R. Ce serait faire fi de la démocratie et de l'avis de tous les socio-professionnels du Conseil Economique et Social Régional : Syndicats ouvriers - patrons - représentants des C.C.I. - Artisanat - Personnels qualifiés.

Peut-être aussi aura-t-il recours à plus d'emprunt pour diminuer l'augmentation des impôts ? Mais le loyer de l'argent est élevé et demain il faudra payer la note. Donc ce n'est pas la bonne solution.

Quelles propositions la C.G.T. fait-elle ?

Nous faisons plusieurs propositions :

1. Que l'Etat respecte ses engagements qui découlent de la décentralisation, notamment en matière de construction et d'entretien des lycées et de l'enseignement supérieur, comme pour les réseaux routiers.

2. Que les budgets soient tournés résolument vers l'investissement des entreprises créatrices d'emplois industriels, notamment pour les industries de bases de la Région.

3. Définir une vraie politique de plein emploi et de formation professionnelle de haut niveau.

4. Mettre fin à la spéculation financière et à la financiarisation de l'économie qui passe par un relèvement du taux d'intérêt des livrets d'épargne des petits épargnants alimentant ainsi la Caisse des Dépôts et Consignation. Cela permettrait aux Collectivités Territoriales et aux entreprises publiques de s'orienter vers des investissements productifs en ayant recours aux emprunts non spéculatifs.

5. Avoir une politique dynamique de développement des industries de base de la Région : Construction Navale, Aéronautique, Automobile, Mécanique, Electronique, Chimie, Construction, Agro-Alimentaire, Industries à forte Valeur Ajoutée.

6. Développer les coopérations et échanges franco-français et avec tous les pays. Le Port Autonome et les voies de Communication sont des atouts indispensables.

7. Taxer les revenus financiers et particulièrement les grandes fortunes de la Région. 1.100 familles déclarent un revenu annuel de 150 milliards de francs.

COUPS DE...

Sureffectifs ?

L'ex-ministre Claude Evin vient de s'adresser à Martine Aubry, ministre du travail, au sujet des Chantiers de l'Atlantique, où, selon lui, se pose un problème de sureffectifs.

« Il semble, écrit-il, possible, à la direction de l'entreprise de résoudre ce problème de sureffectifs par un certain nombre de reclassements internes... ainsi que par la mobilité externe... Il resterait donc 160 salariés pour lesquels une solution ne pourrait être trouvée à l'intérieur de l'entreprise... » et il demande que le fonds national pour l'emploi intervienne pour ces derniers.

Mais pourquoi Claude Evin ne dit rien sur la nécessité d'obtenir des commandes de navires. En effet aucune n'a été enregistrée depuis deux ans. Que compte faire le gouvernement pour favoriser la prise de commandes ? N'est-ce pas là la clef de tout le problème ?

Car il n'y a pas « sureffectifs », il y a seulement sous-production, du fait de la volonté politique d'affaiblir encore l'industrie navale en France, alors que les commandes mondiales restent à un niveau très élevé.

Claude Evin s'était fait le « porte-voix » de la « reconversion » des chantiers navals. La lutte des salariés, l'action des communistes et de leurs élus a empêché leur totale disparition.

Les communistes continuent leur combat. Claude Evin... le sien ?

...PIOCHE !

LES PALUDIERS MÉCONTENTES

Les paludiers de la Presqu'île Guérandaise sont mécontents. Certains d'entre eux sont menacés de cessation d'activités et notamment les jeunes.

Avant de pouvoir écouler une année de récolte, il faut attendre 3 à 5 ans. Mais les impôts s'appliquent sur la production, sans attendre la vente. Les cotisations à la Mutuelle sociale agricole (MSA) s'élèvent aujourd'hui à 12.000 F et doivent être multipliées par 4 en trois ans.

Exaspérés, les paludiers ont occupé la mairie de Guérande. Suite à leur manifestation ils ont obtenu une réunion avec le sous-préfet, la D.D.A., la M.S.A. Mais les promesses ne suffiront pas pour débloquer la situation.

Au cours de l'été 1991, le ministre de l'environnement, Brice Lalonde, est venu dans les marais. Des paroles, beaucoup

de paroles, mais rien n'a été fait pour répondre à leur attente.

Les élus communistes ont fait des propositions concrètes.

En novembre 1991, Pierre Le Berche s'adressait à Brice Lalonde pour que le gouvernement permette aux paludiers d'obtenir une avance de trésorerie dans l'attente de l'écoulement des stocks.

Jean-Louis Le Corre de son côté avait demandé au conseil régional que les paludiers bénéficient au même titre que la pêche artisanale et la culture marine du fonds de garantie régional. Ainsi ils pourraient bénéficier de crédits en attendant la commercialisation.

Il est tout à fait possible de trouver des réponses.

Les élus communistes sont donc avec les paludiers pour la défense des marais salants et de la profession.

6000 F TTC DE REPRISE MINIMUM



de votre véhicule pour l'achat d'une Renault 19 neuve, essence ou diesel.

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 31.10.92

* Offre exceptionnelle réservée aux particuliers possesseurs de leur véhicule depuis au moins 6 mois.

RENAULT SAINT-NAZAIRE

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE

Voie Express Pornichet. Tél. 40.70.35.07



RENAULT